

H-France Review Vol. 11 (July 2011), No. 153

Stephen E. Hanson. *Post-Imperial Democracies. Ideology and Party Formation in Third Republic France, Weimar Germany, and Post-Soviet Russia*. Cambridge: Cambridge University Press, 2010. xi + 274 pp. Notes, index. \$90.00 U.S. (hb). ISBN 978-0-521-88351-1; \$26.99 U.S. (pb). ISBN 978-0-521-70985-9.

Compte rendu par Nicolas Roussellier, Institut d'études politiques, 'Sciences Po', Paris.

Professeur de science politique à l'Université de Washington, Stephen Hanson propose dans ce livre une approche ambitieuse d'histoire comparée. Ambitieuse parce qu'elle ne choisit pas une comparaison facile. Au lieu d'être proches, les cas qui ont été retenus par l'auteur sont éloignés à la fois dans le temps et par la nature de leurs régimes politiques. L'ouvrage a donc pour objectif premier une sorte de démonstration ou de performance méthodologique. Il s'agit pour l'auteur de « tester » une hypothèse générale formulée du point de vue de la science politique plutôt que de développer une enquête historique inédite. Situées dans un contexte comparable, celui de la fin d'une période impériale et autoritaire, la Troisième République française dans sa période fondatrice des années 1870-1880, la République de Weimar dans l'Allemagne des années 1920 et la Russie post-soviétique de la fin du 20^e siècle et du début du 21^e siècle aboutissent selon l'auteur à une « leçon » qui leur est finalement commune malgré les différences d'époques et de cultures.

Dans les trois cas, le système politique a « récompensé » les partis capables de développer une idéologie fortement identifiée et clairement exprimée. Les partis à forte idéologie ont une plus grande chance de durer en dépit des divers changements institutionnels et sociaux. Le facteur idéologique se révèle donc central plutôt que marginal ; il n'est pas un simple reflet d'une stratégie ou d'une vague « culture politique » mais bien l'arme principale déployée par un parti politique pour s'imposer au cœur du système et développer sa capacité de mobilisation auprès de ses membres et des électeurs. Le principal intérêt du livre de Hanson réside donc dans la réévaluation du rôle des idées et de l'histoire intellectuelle dans la théorie des partis et des systèmes partisans. De ce point de vue, le livre est une réussite et marque son originalité notamment par rapport aux théories dominantes qui sont consacrées en science politique à la nature des partis politiques (démarche procédurale ou néo-institutionnelle).

La structure générale du livre est assez classique pour une étude de politique comparée. Après une première partie de méthodologie pure, fortement dominée par le modèle wébérien, Hanson consacre trois chapitres à chacune des études de cas qu'il a choisi de retenir. Nous nous focaliserons ici sur le chapitre consacré à la France politique au moment de la fondation de la Troisième République. Nous retrouvons dans cette approche la thèse générale du livre : ce sont les partis à forte identité idéologique qui ont joué dans cette période des années 1870-1880 (et déjà en partie sous le Second Empire que l'auteur ne sépare pas – et il a pleinement raison – de l'étude des débuts de la Troisième République) le rôle principal dans la fondation du régime et dans la capacité à influencer politiquement les individus. Analysant tour à tour les républicains, les légitimistes, les orléanistes et les bonapartistes, tous confrontés à la crise de transition démocratique – un véritable « chaos » politique par certains aspects – du début des années 1870, Hanson réussit à mobiliser et à exploiter de manière claire et précise une partie importante de la bibliographie consacrée à la période. On retrouve aussi bien l'historiographie classique (J. P. T. Bury, E. Weber, Locke sur le légitimisme, Grubb sur Albert de Broglie, Rothney sur le bonapartisme pour prendre quelques exemples) que l'historiographie plus récente et plus innovante (P. Nord et S. Hazareesingh).

Cependant, à aucun moment, Hanson ne se réfère à des sources primaires pourtant facilement accessibles aujourd'hui (notamment en ligne sur Gallica) : on pense notamment aux recueils des discours parlementaires et politiques, très nombreux à l'époque, et constituant un véritable genre intellectuel et littéraire, qu'il s'agisse de la publication des discours de Gambetta par Joseph Reinach ou de celle des discours de Ferry par Paul Robiquet. Mais le livre est avant tout une enquête de science politique et elle considère la situation française un peu comme une étude de laboratoire. Le livre de Hanson ne doit donc pas être jugé sur son absence d'apport du point de vue de la pure érudition. L'intérêt de son approche consiste en quelque sorte à tester son hypothèse sur la force des partis à identité idéologique affirmée. Il fait ainsi fonctionner un « quadrille » formé par les quatre partis qui ont émergé dans le paysage politique français après les luttes et les révolutions de la première moitié du 19^e siècle : les légitimistes, les orléanistes, les républicains et les bonapartistes.

Son quadrille oppose deux pôles, l'un formé de partis à identité idéologique forte (les légitimistes et les républicains) et l'autre formé par des partis à idéologie composite et faible. La force de l'identité se nourrit à la fois de facteurs purement politiques (l'attachement à la « religion royale » pour les légitimistes ou le souvenir de la Révolution pour les républicains) et de facteurs sociaux et religieux. Si le facteur idéologique n'est pas une garantie du succès pour la conquête ou pour la conservation du pouvoir (comme on le voit dans l'exemple des légitimistes qui « ratent » la Restauration en 1873 et déclinent électoralement), il offre cependant à un parti une capacité de survie face à l'impact des changements institutionnels. Dans le cas des républicains, l'idéologie offre les deux avantages : la capacité à surmonter les crises ou les attaques des adversaires d'un côté, la conquête du pouvoir et la capacité à construire un cadre institutionnel durable après 1877.

L'élaboration du schéma proposé par Hanson est fortement argumentée et elle est moins schématique qu'il n'y paraît dans le résumé nécessairement rapide que nous venons de donner. La démarche démonstrative est associée à des nuances et à des précisions souvent intéressantes. L'auteur propose par exemple une réévaluation de la cohérence idéologique du comte de Chambord (p. 106), ce qui nous éloigne, à juste titre, des images traditionnelles et conventionnelles d'un homme politique hésitant et inconsistant. Il ne s'agit donc en aucun cas d'un schéma de science politique appliquée de manière superficielle et trop rapide à une période du passé peu ou mal étudiée. Mais, comme toute démarche qui recherche un résultat en termes de système, l'approche de Hanson peut être critiquée. Nous retiendrons ici un ou deux points même si la discussion pourrait être plus longue. L'idée que les partis faibles – les orléanistes et les bonapartistes – ne peuvent durer dans le temps et donc ne peuvent jouer un rôle premier dans la création des institutions et des *habitus* politiques peut être contestée : ce sont les bonapartistes, avant comme après 1870, qui ont contribué à diffuser dans les campagnes les techniques et les identités de la citoyenneté moderne liée à la pratique du suffrage universel masculin. Ils ont été de véritables entrepreneurs de modernité politique « par le bas ».

Quant aux orléanistes, bien faibles dans leur capacité d'implantation populaire du fait d'une idéologie trop nuancée et trop élitiste, ils n'en ont pas moins réussi à influencer de manière décisive l'élaboration des règles institutionnelles au sommet (les lois constitutionnelles de 1875 mais aussi la continuité administrative). Ils ont été les principaux entrepreneurs constitutionnels de la période. D'autre part, l'idée que les républicains forment un parti à idéologie forte et structurée aurait mérité elle aussi d'être mieux argumentée voire remise en question : les républicains bénéficient bien dans ces années 1870 d'un corps de références et de sentiments communs lié à l'histoire du « parti républicain » et de ses luttes menées depuis 1830 (le classique de Georges Weill ou des travaux plus récents comme celui de Claude Nicolet ne sont pas utilisés par Hanson) mais leur « idéologie » est aussi marquée par des divisions de doctrine (sans parler de différences de support social) qui empêchent par exemple l'unité des groupes républicains à l'Assemblée nationale entre 1871 et 1875 puis dans les assemblées parlementaires après 1876. Au final, c'est effectivement un paradoxe de présenter la Troisième République comme ayant réussi à définir un cadre solide et durable, et qui aurait à peu près réalisé les vœux de Gambetta (p. 122). Par bien des aspects (citons en un seul : la coupure coloniale entre le régime législatif pour la métropole et le régime des décrets pour les colonies), le régime républicain restera marquée en permanence par les crises et par un manque de légitimité constitutionnelle. Les républicains avaient conquis le pouvoir mais par bien des aspects ils n'avaient pas changé la nature du pouvoir.

Le livre de Hanson apporte un certain nombre d'éléments à la réflexion de l'historien spécialiste de la France et aux différentes approches de la théorie des partis politiques en science politique (avec la réhabilitation du facteur de l'idéologie). Mais le mariage entre la science politique, qui avance par la méthode du schéma, et l'histoire (dont « l'idéologie » théorique est beaucoup plus faible) n'est pas totalement réussi. Eternel malentendu entre les deux disciplines, pourra-t-on dire. Au moins, et c'est une double qualité qui n'est pas négligeable, le « schéma » de Hanson mérite de retenir l'attention et il invite à la discussion.

Nicolas Roussellier
Institut d'études politiques, 'Sciences Po', Paris
roussellier@orange.fr

Copyright © 2011 by the Society for French Historical Studies, all rights reserved. The Society for French Historical Studies permits the electronic distribution of individual reviews for nonprofit educational purposes, provided that full and accurate credit is given to the author, the date of publication, and the location of the review on the H-France website. The Society for French Historical Studies reserves the right to withdraw the license for edistribution/republication of individual reviews at any time and for any specific case. Neither bulk redistribution/ republication in electronic form of more than five percent of the contents of H-France Review nor re-publication of any amount in print form will be permitted without permission. For any other proposed uses, contact the Editor-in-Chief of H-France. The views posted on H-France Review are not necessarily the views of the Society for French Historical Studies.

ISSN 1553-9172